

culent encore les partis pris coloniaux, les préjugés réactionnaires et racistes ; les auteurs les plus habiles dissimulent leurs conceptions sous des balancements entre l'Orient et l'Occident, des exercices de psychologie des personnages historiques, des démonstrations naïves de la grandeur et la chute des empires en fonction de la moralité ou de l'immoralité, des bienfaits des hommes d'ordre et des méfaits des agitateurs. Cette présentation policière, histoire d'extrême droite, a toujours cours comme le livre de Marcel Peyrouton le prouve.

René GALLISSOT.

David C. GORDON. The Passing of French Algeria

London, New York, Oxford University Press, 1966,

265 p. bibliographie, index

Un livre vient de paraître récemment en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord, qui semble intéressant à plus d'un titre. Il s'agit d'une étude, dont l'auteur est américain, professeur à l'Université américaine de Beyrouth où il enseigne l'histoire. On connaît déjà l'intérêt porté par David Gordon au Maghreb, depuis un petit ouvrage, publié en 1962 et intitulé « *North Africa's French legacy : 1954-1962.* ».

Dans *The Passing of French Algeria*, David GORDON, cette fois, analyse « le drame des relations entre l'Algérie musulmane et la France de 1930 jusqu'aux premières années de l'indépendance ». Ce qu'il cherche à établir n'est pas tant le développement historique de ces rapports que « la manière dont l'Algérie s'est battue pour affirmer sa personnalité et dont la France en est venue à l'accepter puis à la reconnaître » (Introduction, page 2). Aussi, nous conduit-il, à travers dix chapitres, du centenaire de l'Algérie française au troisième anniversaire de l'indépendance, de l'assimilation à la libération en passant par la révolution, tout en définissant les fondements de cette transformation : naissance et développement du sentiment national, caractère du phénomène révolutionnaire, affirmation du nouvel Etat. Il esquisse, en guise de conclusion, une explication de ce paradoxe apparent qui veut que sept ans de guerre n'aient pu venir à bout d'une entente entre deux peuples, puis entre deux puissances. Pour l'auteur, il n'y avait de solution que librement discutée et acceptée ; toute tentative à sens unique, émanant de la seule puissance coloniale, ne pouvait aboutir qu'à un échec.

I — L'étude de ce processus de décolonisation original peut se diviser grossièrement en trois parties. Dans la première, essentiellement historique, David GORDON rappelle les péripéties des relations franco-algériennes, depuis la conquête en général et depuis 1930 en particulier. Il envisage les différentes solutions proposées par la France pour donner à l'Algérie un statut satisfaisant du seul point de vue français - et leurs échecs successifs. Ces échecs, qui devaient aboutir à une révolte armée, lui semblent dûs à trois sortes de causes :

1) les hésitations de la politique française qui, de Napoléon III à de Gaulle, n'a cessé d'alterner entre des extrêmes, sans s'y maintenir jamais longtemps. Le temps, faute de ménager les étapes nécessaires à la mise en œuvre d'une politique d'assimilation ou d'autonomie interne, ne laissait plus le choix qu'entre deux solutions brutales : intégration ou indépendance.

2) L'opposition des Français d'Algérie à toute modification susceptible de porter atteinte à leur domination politique et à leurs privilèges. Cette opposition se révélait suffisamment puissante, soit à Paris, soit à Alger, pour faire pièce aux efforts gouvernementaux.

3) L'opposition d'une fraction de la population musulmane, pour laquelle il ne pouvait y avoir de solution en dehors de l'indépendance ; fraction appelée à s'étendre lorsque, après 1936, les dernières chances de voir se modifier le statut de la dite population s'évanouirent.

Dans la deuxième partie, l'auteur traite de la période immédiatement postérieure à l'indépendance et des problèmes qui ne manquèrent pas de se poser alors. Il cherche notamment à expliquer les difficultés rencontrées dans l'organisation du jeune Etat par des conflits de tendances — entre révolution de l'intérieur et révolution de l'extérieur, entre groupes politiques ou régionaux et par des oppositions d'ordre personnel ou idéologique. Pour lui, si le F.L.N. a rencontré tant de difficultés dans sa reconversion de parti de combat en parti d'encadrement, c'est en raison, entre autres, de dissensions largement antérieures à 1962.

Il voit, d'autre part, dans la course qui se termina par l'arrivée de Ben Bella au pouvoir un processus d'éliminations successives aboutissant à la solitude d'un homme qu'aucune force réelle ne soutenait plus.

Au cours des quatre derniers chapitres, que l'on peut assimiler à une troisième et dernière partie, David GORDON définit ce qu'il estime être le caractère fondamental de l'Algérie d'aujourd'hui et qu'il avait déjà envisagé dans le petit ouvrage déjà mentionné. Il s'agit de l'ambiguïté foncière d'un pays trop marqué par la France et qui cherche à retrouver ses caractères originaux, à travers son passé et sa culture, à se remodeler suivant des critères neufs inspirés par une option socialiste qui doit plus à l'Est qu'à l'Ouest, tout en maintenant avec l'ancienne puissance coloniale des liens précieux. Il démontre même, en reprenant une théorie que Germaine Tillon avait élaborée sous le titre des « *Ennemis complémentaires* », son bien-fondé.

I — Une lecture approfondie de cet ouvrage permet de formuler un certain nombre de remarques. Tout d'abord, l'impression dominante est que David GORDON domine beaucoup mieux la partie purement historique et qu'il s'y sent plus à l'aise. Sa connaissance des faits et des « bons auteurs », de l'essentiel des travaux publiés sur le sujet, ses recours aux textes mêmes, permettent une analyse brève mais précise. Comme il ne prétend pas, par ailleurs, rivaliser avec les historiens de la période qu'il considère et qu'il se défend d'apporter un point de vue totalement neuf ou de faire la somme des options et des faits, il n'est

pas question de comparer *The Passing of French Algeria* avec des ouvrages récents et plus complets, écrits par les tenants d'une histoire enfin décolonisée. Disons que David GORDON cherche à rester aussi objectif que possible et qu'il y parvient bien mieux que certains de ses collègues français-historiens le plus souvent improvisés il est vrai et pour lesquels les faits sont encore trop récents pour ne pas donner lieu à des exposés où la passion l'emporte, pour aboutir quelquefois aussi à des plaidoyers pro domo, dont le livre récent de l'ex-gouverneur PEYROUTON est un parfait exemple. Reconnaissons aussi à David GORDON le souci qu'il a de chercher lorsque c'est possible, à compléter ses sources purement françaises par des récits ou des textes algériens. Et il ne dédaigne pas d'interpréter les œuvres qu'il connaît bien des écrivains algériens de langue française, pour étayer ses remarques.

Mais là où l'impression du lecteur change, c'est à propos de la période qui précède et suit l'indépendance. Le non spécialiste s'y trouve plus ébloui encore qu'ailleurs par l'avalanche des noms et des faits. L'auteur accumule les détails et les précisions, sans pour autant répondre à des questions qu'on aimerait le voir poser. Lorsqu'il nous dit, par exemple que le socialisme algérien n'est apparu qu'après l'indépendance (p. 150) sans autre commentaire, on regrette qu'il n'ait pas cherché à en retrouver les origines exactes. Ainsi nous n'en apprenons guère plus sur : la composition, le rôle et l'influence de l'armée, des événements restés particulièrement inexpliqués certaines décisions du F.L.N. pendant la guerre, le Congrès de Tripoli, les conflits de tendance au sein du gouvernement Ben Bella. Surtout, nous avons par trop l'impression que les faits sont trop souvent présentés tels qu'ils se déroulèrent à l'époque et non à la lumière de ce qu'on en sait depuis.

Il se peut que la technique employée par l'auteur soit responsable de ces faiblesses. Faute de pouvoir prendre le recul nécessaire, David GORDON choisit de nous livrer des détails justes plutôt qu'une réflexion à partir d'eux. Il délaisse l'explication au profit de la description. On sait donc qui a fait quoi mais rarement pourquoi, moins encore si une telle action a valeur d'exemple ou, au contraire, d'exception. On attendait là un peu une démonstration des méthodes de la science politique américaine, capable d'aboutir à une tentative de synthèse, demandant, sans doute plus à l'œuvre qu'elle ne veut apporter. La tâche n'est guère facile pour l'observateur qui constate que tout nouveau changement dans le pays qu'il étudie semble devoir entraîner une réinterprétation du passé immédiat.

Reste donc l'évènement. Mais David GORDON le voit un peu trop à travers d'autres yeux que les siens et encourt, par la même, le reproche que Marcel PRELOT faisant, il n'y a pas si longtemps, au politologue, à savoir de « construire ses hypothèses sur des documents où les coupures de presse tiennent un rôle considérable » (1). En effet, la plupart de l'argumentation repose sur les rapports de journalistes étrangers,

(1) « Science Politique pratique », *Revue de l'enseignement supérieur*
- 4 - 1965. p. 78.

que complètent quelques interviews. Il n'est pas question de mettre en cause la compétence et la bonne foi de gens aussi avertis que J. LACOUTURE, AP. LENTIN, J.F. KAHN ou E. BEHR, mais ils médiatisent trop la vision de l'auteur, qui s'appuie essentiellement sur *Le Monde*, le *New York Times*, et *L'Express* ; même s'il y a ajouté *Jeune Afrique*, *Révolution Africaine* et *El Moudjahid*.

Quant aux interviews, au lieu d'aider à l'éclaircissement de certains points douteux, ils semblent un peu gratuits et menés empiriquement, en fonction des personnalités qui ont accepté de rencontrer l'auteur et de répondre à ses questions. Elles aboutissent même quelquefois à des affirmations sans grande valeur scientifique, soit qu'elles présentent des contradictions trop marquées entre elles, soit qu'elles en viennent à cacher des conflits personnels sous l'apparence d'options concurrentes. Ainsi auraient-elles pu servir pour étayer des affirmations qui semblent propres à l'auteur. Par exemple, lorsqu'il écrit (p. 135) que la constitution algérienne conférait au Président des pouvoirs quasi-dictatoriaux ou (p. 109) que l'U.G.T.A. pouvait être considérée, à partir de Janvier 1963 comme étant tombée sous la totale dépendance du F.L.N.

Notons, enfin, quelques erreurs sans gravité. On trouve dans la transcription des mots ou noms français des fautes imputables, sans doute, à l'éditeur seul. Les effets en sont quelque fois malheureux, puisqu'un ouvrage de KATEB Yacine, correctement orthographié dans la bibliographie « *Le Cercle de représailles* », apparaît dans le texte sous le titre : « *Le Conseil des représailles* ».

Faute d'avoir adopté la même règle tout au long des chapitres, les noms arabes ne vont pas sans provoquer quelque perturbation pour qui n'est pas averti. La mention tantôt du nom et du prénom d'un personnage, tantôt de son seul nom (quand ce n'est pas du seul prénom dans le cas de KATEB Yacine, déjà cité, pour lequel l'erreur est peut-être excusable et dont GORDON parle à plusieurs reprises sous la seule mention de Yacine), prête à confusion. Un individu remplissant deux fonctions en apparence fort éloignées l'une de l'autre, y risque un doublement dans l'esprit du lecteur. C'est ainsi qu'il est question de HADJ ALI, secrétaire du P.C. algérien, puis plus loin de Bachir HADJ ALI, critique d'art, sans que rien précise qu'il s'agit du seul et même homme.

*
**

La lecture de ces lignes, où la critique paraît l'emporter sur la louange, ne doit pas faire oublier l'intérêt d'un ouvrage, qui s'adresse avant tout à des lecteurs anglo-saxons, assez peu au courant de la réalité politique algérienne.

Tel qu'il est, il peut permettre une bonne approche, parce qu'il écrit avec objectivité. Et si l'optimisme de David GORDON quant à l'avenir de l'Algérie et l'intérêt qu'il montre pour le pays et les hommes peuvent

influencer le lecteur d'Outre-Manche ou d'Outre-Atlantique nous ne saurions nous en plaindre. Quant à ceux déjà familiers des problèmes qu'il évoque, ils y trouveront des références et des remarques dont ils feront tout leur profit.

Jean-Claude VATIN.

LAVROFF (D.G.) = LA République du Sénégal, L.G.D.J. Paris

1966, 257 p. **MILCENT (E) = Au carrefour des options africaines :**

Le Sénégal. Editions du Centurion, Paris, 1965, 223 p.

Voilà deux ouvrages sur le Sénégal, qui jouit ainsi du privilège d'être le pays d'Afrique Noire d'expression française le plus étudié. En effet, ce pays attire l'attention pour plusieurs raisons. Pour M. LAVROFF, « la valeur de son peuple, la qualité de ses gouvernants, l'originalité de sa vie politique font de la République du Sénégal un objet d'étude particulièrement intéressant ». (p. 3). Pour M. MILCENT, c'est un pays qui se place au carrefour des expériences et des options non seulement de l'Afrique, mais du Monde. Les deux auteurs relèvent d'ailleurs cette confrontation des expériences d'un pays qui, optant pour la *voie africaine du socialisme*, essaie de concilier les enseignements du Christ et de Mahomet avec ceux de Marx et de Teilhard de Chardin, le tout ordonné autour du thème de la négritude.

Ayant ainsi justifié l'intérêt de l'étude, les deux auteurs tentent ensuite de nous faire connaître le pays. Il faut tout de suite noter que l'ouvrage de E. MILCENT se présente moins comme une étude théorique que comme une description de la vie quotidienne au Sénégal. Son livre est un témoignage intéressant, car MILCENT a vécu les événements et connu les hommes dont il parle : il a dirigé pendant plusieurs années l'hebdomadaire catholique *Afrique Nouvelle*, il fut correspondant du journal *Le Monde*, et il est actuellement rédacteur en chef de la Revue *Croissance des Jeunes Nations*. Son approche des problèmes n'est donc pas systématique ; elle trace, par touches successives (neuf chapitres), des tableaux où l'on voit apparaître le paysan et la campagne, le citadin et la ville, quelques données économiques et surtout politiques.

D.G. LAVROFF, en tant que professeur à la faculté de droit de Dakar, présente son étude selon un plan classique en trois parties : la société sénégalaise, les institutions politiques, les forces politiques. L'ouvrage est destiné, comme le signale le titre même de la collection où il paraît (« *Comment ils sont gouvernés* »), à faire connaître l'organisation et le fonctionnement du régime politique. Notons que cette collection a consacré déjà quatre ouvrages à l'Afrique : BUCHMANN (J), *l'Afrique Noire indépendante* ; ROBERT (J), *La Monarchie Marocaine* ; DEBBASCH (Ch.) : *La République Tunisienne* ; TIXIER (G) : *Le Ghana*. Souhaitons que d'autres ouvrages consacrés à d'autres pays africains s'y ajoutent.